



Séminaire sur :

**UNE MEILLEURE GOUVERNANCE LOCALE
POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL INCLUSIF EN TUNISIE :
DISCUSSION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE DE LA RÉFORME DE DÉCENTRALISATION
ET DES PROJETS DE LOIS Y AFFÉRENTS**

28 avril 2016

À l'hôtel Sheraton – Tunis



Organisé par

*Ministère des affaires locales
Tunisie*

*Programme MENA-OCDE
pour la Gouvernance*

À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum dans lequel les gouvernements comparent et échangent leurs expériences des politiques publiques, identifient les bonnes pratiques à la lumière des nouveaux défis, et promeuvent des décisions et des recommandations afin de produire de meilleures politiques publiques pour une vie meilleure. La mission de l'OCDE est de promouvoir des politiques publiques qui améliorent le bien-être économique et social des personnes dans le monde. www.oecd.org/

Le programme OCDE-MENA pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE visant à partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance. Le programme travaille en étroite collaboration avec les institutions nationales, les organisations régionales et internationales, des universités, des organismes bilatéraux et des représentants de la société civile.

Contacts

Pour toutes questions, veuillez contacter Mme Amira TLILI (amira.tlili@oecd.org)

Contexte :

Conformément à la nouvelle constitution, de 2014, la Tunisie s'est engagée dans un processus de décentralisation (art 14) qui donne aux autorités locales plus d'autonomie et un rôle moteur dans le développement économique et social de leurs territoires (art 131-142). Le renforcement de l'administration territoriale et de la démocratie locale est de nature à assurer des conditions plus favorables au développement économique et social du pays. Un projet de code des collectivités locales a été préparé. Il instaure une nouvelle organisation institutionnelle et administrative en consacrant le principe de la libre administration annoncé dans la Constitution. Il favorise l'administration et la gestion de proximité pour un meilleur service public, et accorde au niveau local, échelle pertinente pour penser et construire de nouveaux cadres de développement, les moyens d'assumer ce rôle, afin de mieux répondre aux besoins des citoyens.

Cette nouvelle organisation territoriale et administrative exige de profonds changements dans le mode de fonctionnement de l'État avec une nouvelle répartition des rôles et des compétences entre l'État central et les collectivités locales, et entre les collectivités locales elles-mêmes, pour une meilleure perception des problèmes et des demandes des citoyens. Elle permet aussi une meilleure adaptation et une plus grande souplesse des réponses quand les décisions sont prises au plus près des populations, et répond mieux à l'impératif de dialogue permanent avec les citoyens.

Ce séminaire s'intègre dans cette logique de dialogue et de concertation, et sera l'occasion de discuter du projet de code des collectivités locales, avant son approbation par le gouvernement et sa soumission au parlement, afin de collecter les commentaires des représentants de la société civile.

Objectifs :

Ce séminaire, qui s'inscrit dans le cadre du projet de coopération entre l'OCDE et le gouvernement tunisien pour « Une gouvernance efficace au service de la transition politique et de la prospérité économique en Tunisie » financé par le Partenariat allemand de Transformation, et dans le cadre du projet MEPI financé par les États-Unis qui porte sur le gouvernement, ouvert au niveau local, apportera aux représentants de la société civile tunisienne des éclairages sur les changements que le projet de code des collectivités locales apporterait à l'action publique au niveau local.

À travers la présentation du projet de lois sur les collectivités locales et sur les élections municipales, et l'échange autour des meilleures pratiques de l'OCDE, ce séminaire vise à susciter des échanges entre l'administration en charge de la conception et de la mise en œuvre de la réforme, et la société civile, sur les nouveautés en termes de fonctionnement des autorités locales et de mise en œuvre des politiques publiques. La réforme de décentralisation en Tunisie sera ainsi lue à la lumière des meilleures pratiques et de leçons tirées des expériences similaires menées dans les pays de l'OCDE, pour mettre en œuvre un système de gouvernance locale qui assure une croissance inclusive et améliore la prestations des services publics au niveau local.

09:00 – 09:30

Accueil des participants

09:30 – 10:00

Allocutions d'ouverture

S. E. M. Youssef Chahed, Ministre des affaires locales, Tunisie

M. Alessandro Bellantoni, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE

10:00 – 11:30

Session 1

Vers une gouvernance locale efficace en Tunisie : regards sur le nouveau cadre institutionnel pour les communes tunisiennes

Cette session sera consacrée à la présentation de la réforme de décentralisation (le processus, la période, le calendrier, etc.), visant à mettre en œuvre les nouvelles dispositions constitutionnelles relatives à la « libre administration des collectivités locales ».

Elle permettra aussi de présenter le processus de communalisation du territoire national, et sera l'occasion de préciser le sens et le contenu de ces réformes, en lien avec les meilleures pratiques de l'OCDE en matière de bonne gouvernance, et d'identifier les mécanismes à consolider pour assurer un développement régional équilibré et inclusif.

Modération : *M. Yassine Turki, Expert en gouvernance locale, Tunisie*

Interventions :

- **Le processus de décentralisation et la communalisation du territoire national en Tunisie**
M. Mokhtar Hammami, Directeur Général des Collectivités Locales, Ministère des Affaires locales, Tunisie
- **Défis et orientations de la gouvernance publique et ses implications au niveau local dans les pays de l'OCDE**
Mme Paqui Santonja, Coordinatrice de projet, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE
- **Le développement régional en Tunisie**
Mme Nadia Gouta, Direction Générale du Développement Régional, Tunisie

Débat

11:30 – 12:00

Pause-Café

12:00 – 13:30

Session 2

Les instruments pour une nouvelle gouvernance efficace : regards sur les projets de code des collectivités locales et de loi des élections municipales

Cette deuxième session sera consacrée à la présentation des projets de lois sur les collectivités locales et sur les élections municipales, par deux experts en droit public tunisiens, ayant contribué à la préparation de ces textes. Elle sera aussi l'occasion de présenter l'expérience d'un pays de l'OCDE en matière de gouvernance locale, ce qui pourrait inspirer la mise en œuvre de la réforme en Tunisie.

Par ailleurs, cet échange permettra de collecter les avis de la société civile par rapport aux projets de code des collectivités locales et de loi des élections municipales.

Modération : *Mme Paqui Santonja, Coordinatrice de projet, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE*

Interventions :

- **Le projet de code des collectivités locales**
M. Neji Baccouche, Expert en droit public, Tunisie
- **L'administration locale en Espagne**
M. Enrique Orduña, Directeur du bureau des réclamations des administrations territoriales. Conseil de la Transparence et de la Bonne Gouvernance, Espagne
- **Le projet de loi des élections municipales**
M. Chawki Gaddes, Expert en droit public, Tunisie

Débat

13:30 – 14:30

Déjeuner

14:30 – 16:00

Session 3

La participation des citoyens dans la vie publique au niveau local

Cette session sera consacrée à l'échange d'expériences où l'action publique s'engage pour la rencontre et la collaboration des pouvoirs publics et des acteurs sociaux au niveau local. Le cadre local est particulièrement adapté au développement des techniques participatives car, en même temps qu'il les rend plus nécessaires, il en facilite la mise en place. La décentralisation joue, de ce fait, un rôle moteur dans la promotion de la participation.

Cet échange permettra donc de partager des expériences sur le développement de politiques de gouvernement ouvert comme moteur de la participation au niveau local et comme outil de renforcement de la démocratie et d'amélioration de la gestion locale, par l'information et la sensibilisation des habitants, la connaissance du contexte local, la mobilisation des forces vives locales et l'adhésion des citoyens à l'action publique.

Modération : M. Alessandro Bellantoni, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE

Interventions :

- **La gouvernance et participation citoyenne au niveau local : l'exemple de l'Allemagne**
M. Andreas Wolter, Maire de Cologne, Allemagne
- **La participation citoyenne en Tunisie**
M. Khaled Sallami, Présidence du Gouvernement, Tunisie
- **Parole à la société civile**
Mme Chaima Bouhlel, Association Al Bawsala, Tunisie

Débat

16:00 – 16:30

Clôture

M. Mokhtar Hammami, Directeur Général des Collectivités Locales, Ministère des Affaires locales, Tunisie

Mme Amira TLILI, Coordinatrice de projet, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE

Cocktail

U.S.-Middle East Partnership Initiative



PROGRAMME
MENA-OCDE
POUR LA GOUVERNANCE



Federal Foreign Office